

Communiqué de presse

Contre la discrimination une seule solution : l'accès aux droits pour tous !

Des syndicalistes des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) ont décidé de « soulever la question des odeurs sur la ligne de bus numéro 9 ». Ils réclament des mesures discriminatoires par la mise en place d'une « navette spéciale ». Ces propos font écho au comportement de certains conducteurs de bus qui refusent de marquer des arrêts ou de laisser monter certains enfants vivant en bidonville qui se rendent à l'école le matin.

Ces propos inqualifiables participent du climat de stigmatisation et d'appel à la haine à l'égard des plus pauvres et singulièrement de la communauté Rom. Les associations et citoyens qui accompagnent depuis des années ces personnes les condamnent avec la plus grande fermeté.

Les personnes en situation de grande précarité dans la ville de Montpellier, qu'elles vivent en bidonville ou non, font face quotidiennement à des difficultés pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.

C'est particulièrement vrai de l'accès à l'eau et de l'accès à l'hygiène (douches, sanitaires) puisque la ville et l'agglomération de Montpellier ne mettent pas à disposition les équipements suffisants.

Malgré les demandes répétées des associations, les pouvoirs publics ne font toujours pas le nécessaire pour garantir l'accès à l'eau, à des douches, à des sanitaires ou même le ramassage des ordures dans les bidonvilles. Ces conditions de vie inacceptables engendrent pour ces hommes, ces femmes et ces enfants des conséquences néfastes sur leur santé.

Les propos de ces syndicalistes sont d'autant plus inquiétants qu'ils prennent place dans un climat national et local de haine et de rejet à l'égard de la communauté Rom.

Ainsi, le 24 mars dernier au petit matin, un bidonville de Montpellier était ravagé par un incendie condamnant au dénuement le plus total plus de 30 personnes dont la moitié d'enfants. La plainte que ces personnes ont tenté de déposer n'a pas été reçue et dès l'après-midi les bulldozers étaient en action détruisant le peu de biens restés sur place et empêchant toute enquête.

Les associations et les citoyens qui accompagnent les personnes en grande précarité dont celles vivant en bidonvilles demandent que les pouvoirs publics, en particulier la mairie de Montpellier et la Métropole prennent leurs responsabilités et assurent un accès à l'hygiène pour tous.

Nous encourageons les salariés de la TAM à appuyer cette demande et demandons à sa direction de rappeler nettement que le service public des transports doit être accessible à tous, sans discrimination.

Signataires : ATD Quart-Monde, La Cimade LR, Eglise protestante unie de Montpellier agglomération, Fondation Abbé Pierre, Ligue des droits de l'homme, Médecins du Monde LR, MRAP